

INTERNATIONAL

Sperisen de nouveau inquiété par la justice

La justice guatémaltèque souhaite éclaircir l'implication de l'ancien chef de la police nationale dans l'exécution de cinq fugitifs d'une prison.

MERCREDI 31 OCTOBRE 2018 ATS



Erwin Sperisen a été condamné en appel il y a quelques mois mais ses avocats ont recouru devant le Tribunal fédéral.
KEYSTONE/ARCHIVES

GUATEMALA Erwin Sperisen est de nouveau visé par la justice du Guatemala. Après des arrestations lundi dans ce pays, celle-ci veut l'entendre sur des accusations d'exécutions extrajudiciaires. Son avocat et lui ciblent une persécution pour des faits dont il a été acquitté.

L'ex-ministre guatémaltèque de l'Intérieur Carlos Vielmann, pourtant acquitté en Espagne, et trois autres personnes ont été interpellés lundi et écroués, a annoncé mercredi l'ONG genevoise TRIAL International. La justice souhaite éclaircir leur implication et celle du double national Erwin Sperisen dans le «plan Gavilan» qui aurait été lancé en 2005 pour retrouver près d'une vingtaine de fugitifs d'une prison dont cinq auraient été exécutés.

Ancien chef de la police nationale du Guatemala, celui-ci a été acquitté par un tribunal genevois pour plusieurs de ces meurtres. Lundi, le chef du Bureau du procureur spécial contre l'impunité au Guatemala, Juan Francisco Sandoval, a à nouveau estimé que Carlos Vielmann et lui avaient dirigé un groupe officieux constitué pour mener les exécutions.

«Une persécution politique»

Les investigations du Ministère public guatémaltèque et de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG) mettent en cause Erwin Sperisen dans trois autres assassinats, dont deux de fugitifs. «La CICIG continue de prétendre que mon client faisait partie d'une organisation criminelle au sein de l'Etat guatémaltèque alors qu'il a été jugé et acquitté pour ces faits», a dit l'avocat du double national, Giorgio Campa.

«Cette persécution politique est d'autant plus scandaleuse qu'elle bafoue des décisions de justice rendues non seulement en Suisse mais aussi en Espagne et en Autriche, ajoute-t-il. Elle termine de jeter le discrédit sur la CICIG.»

Dans une vidéo sur les réseaux sociaux, Erwin Sperisen affirme lui que le chef du Bureau du procureur spécial souhaite justifier les «faux témoins» utilisés pendant la procédure. Selon M. Sandoval, trois détenus recapturés ont affirmé avoir été torturés par le double national.

Pas d'extradition

«Si ces faits sont confirmés, ils représentent un développement important qui devrait intéresser la justice suisse», estime TRIAL International. Le Tribunal fédéral (TF) «a considéré que les preuves matérielles versées au dossier contredisaient les accusations d'actes de torture, lesquelles ont été purement et simplement écartées», fait remarquer Me Campa.

Comme la Suisse n'extrade pas ses ressortissants, Erwin Sperisen ne comparaitra pas au Guatemala. A Genève, l'ancien chef de la police de ce pays a été condamné il y a quelques mois en appel à quinze ans de prison pour complicité dans l'assassinat de sept détenus en 2006. Mais ses avocats ont recouru au TF.

Erwin Sperisen avait été arrêté en août 2012 à Genève, où il s'était réfugié avec sa famille en 2007. Il a passé cinq ans en détention préventive avant d'être remis en liberté l'automne dernier tout en étant assigné à résidence, avec l'obligation de porter un bracelet électronique à la cheville et l'interdiction de quitter le canton.